

INAMA
NKENGUZAMATEKA

Adresse : Avenue du Peuple Murundi
B.P. : 114 Gitega
Tél : (+257) 22 40 50 08
: (+257) 22 40 50 23
Site Web : www.senat.bi
E-mail : info@senat.bi
: senat@senat.bi

N. Réf : SNB/CP/./104/2026



SENAT

Gitega, le 03/08/2026

A Madame le Président de la Commission permanente chargée des questions économiques, des finances, du budget, de l'environnement, des questions sociales, de la jeunesse, des sports et de la culture.

Objet : Saisine au fond d'un projet de loi

Madame le Président,

Conformément aux dispositions des articles 90 et 91 du Règlement intérieur du Sénat, j'ai l'honneur de vous transmettre pour examen, **le projet de loi portant modification du décret-loi n°1/016 du 23 février 1993 érigeant en infraction les fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés en vue du passage de classe ou de cycle ou de l'obtention de certificats et diplômes**, tel que nous envoyé par le Gouvernement en date du 29 juillet 2026.

Veuillez agréer, Madame le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

LE PRESIDENT DU SENAT

Très Hon. Gervais NDIRAKOBUCA

Copie pour information à :
Sénateur (tous).



1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the study and the objectives of the research. It also provides a brief overview of the methodology used in the study.

2. The second part of the report is a detailed description of the methodology used in the study. It discusses the data sources, the data collection methods, and the data analysis methods. It also provides a brief overview of the results of the study.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study. It discusses the findings of the study and their implications for the field of study. It also provides a brief overview of the conclusions of the study.

4. The fourth part of the report is a conclusion. It summarizes the findings of the study and provides a final statement on the importance of the study.



LE PREMIER MINISTRE

N°: 121/ PM/ 151 /2026

SENAT DU BURUNDI	
Reçu le	30/07/2026
Sous le n°	0429/2026
Transmis à	
Date de transmission	
Classement	

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les Assurances de ma Plus Haute Considération ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, avec les Assurances de ma Très Haute Considération.

Au Très Honorable Président du Sénat

à

GITEGA

OBJET : Ordre du jour de la Session
Parlementaire ordinaire d'août
2026.

Très Honorable Président,

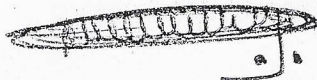
Conformément aux dispositions des articles 179 et 190 de la Constitution de la République du Burundi, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-dessous, l'ordre du jour de la Session Parlementaire ordinaire d'août 2026. L'ordre du jour comportera les dossiers suivants :

1. Projet de loi portant accès à l'information publique ;
- ✓ 2. Projet de loi portant modification du décret-loi n°1/016 du 23 février 1993 érigeant en infractions les fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés en vue du passage de classe ou de cycle ou de l'obtention de certificats et diplômes ;
3. Projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République d'Angola relatif à l'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service, signé à Addis Abeba le 12 février 2026.

A toutes fins utiles, les documents relatifs à ces points sont en annexe à la présente.

Je vous prie d'agréer, Très Honorable Président, les assurances de ma Très Haute
Considération.

LE PREMIER MINISTRE

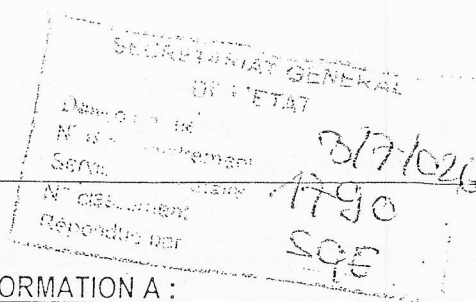


Nestor NTAHONTUYE



Ministère de l'Education Nationale
et de la Recherche Scientifique
CABINET DU MINISTRE

N° Réf: 610 / CAB / 6392 / 2026



TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, Avec les Assurances de ma Plus Haute Considération

Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République du Burundi, Avec les Assurances de ma Très Haute Considération

Son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Burundi, Avec les Assurances de ma Très Haute Considération,

A Monsieur le Secrétaire Général de l'Etat
A BUJUMBURA

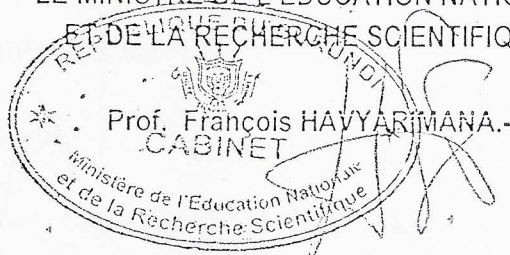
Objet : Transmission d'un projet de Loi

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente, pour compétence de transmission à l'autorité compétente, pour la suite du processus, un PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../2026 PORTANT MODIFICATION DU DECRET-LOI N°1/016 DU 23 FEVRIER 1993 ERIGEANT EN INFRACTIONS LES FRAUDES AUX EXAMENS ET AUX EVALUATIONS PEDAGOGIQUES ORGANISES EN VUE DU PASSAGE DE CLASSE OU DE CYCLE OU DE L'OBTENTION DE CERTIFICATS ET DIPLOMES. Il convient de préciser que ce projet de Loi a été adapté conformément aux recommandations du Conseil des Ministres du 10 juin 2026.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma Considération distinguée.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE





Bujumbura, le 08/07/2006

Réf N° : MA/SGE/0017/2006

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A:

Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les assurances de notre Plus Haute considération

Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, avec les assurances de notre Très Haute considération

A Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, avec les assurances de notre Très Haute considération

à

BUJUMBURA

Objet: Transmission d'un projet de loi

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, en annexe à la présente et aux fins de saisir le Parlement pour analyse et adoption, le projet de loi portant modification du décret-loi n° 1/016 du 23 février 1993 érigeant en infractions les fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés en vue du passage de classe ou de cycle ou de l'obtention de certificats et diplômes.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, les assurances de notre Très Haute considération.

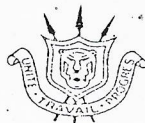
Le Secrétaire Général de l'Etat

Jérôme NIZIZA

CPI:

Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../2026
PORTANT MODIFICATION DU DECRET-
LOI N°1/016 DU 23 FEVRIER 1993 ERIGEANT
EN INFRACTIONS LES FRAUDES AUX
EXAMENS ET AUX EVALUATIONS
PEDAGOGIQUES ORGANISES EN VUE DU
PASSAGE DE CLASSE OU DE CYCLE OU DE
L'OBTENTION DE CERTIFICATS ET
DIPLOMES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/019 du 10 septembre 2013 portant
organisation de l'enseignement de base et
secondaire ;

Vu la Loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant
réglementation de l'action récursoire et directe
de l'Etat et des communes contre leurs
mandataires et leurs préposés ;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant
révision du Code pénal ;

REPUBURIKA Y'UBURUNDI



IBIRO VY'UMUKURU W'IGIHUGU

INTEGURO Y'IBWIRIZWA INOMERO
1/...RYO KU WA.../.../2026 RIHINDURA
ITEGEKO BWIRIZWA INOMERO 1/016 RYO
KU WA 23 RUHUHUMA 1993 RIGIRA
IVYAHA UBUSUMA BW'IBIBAZO
N'AMASUZUMA Y'INYIGISHO
BITUNGANGANYWA MU NTUMBERO YO
KWUNGURUZA UMUNYESHURE MU RINDI
SHURE CANKE MU KINDI GICE
C'AMASHURE CANKE KURONKA
ISEREDIFIKA N'IMPAPURO Z'UMUTSINDO

UMUKURU W'IGIHUGU,

Yihweje Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika
y'Uburundi ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/019 ryo ku wa
10 Nyakanga 2013 ritunganya amashure
y'intango n'ayisumbuye ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/22 ryo ku wa 25
Mukakaro 2014 rishinga ingene Reta
n'amakomine bishingisha urubanza
rw'ukwishuza amafaranga yarishwe kubera
amakosa yakozwe n'abo Reta yashinze
amabanga, abakozi bayo n'ab'amakomine
hamwe n'ingene izo nzego zibitwarira ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/27 ryo ku wa 29
Kigarama 2017 risubiramwo Igitabu
c'amategeko mpanavyaha ;

Vu la Loi n°1/09 du 11/5/2018 portant modification du Code de procédure pénale ;

Yihweje Ibwirizwa inomeru 1/09 ryo ku wa 11 Rusama 2018 rihindura Igitabu c'amategoko yerekeye ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, ziburanishwa n'ingene zicibwa ;

Vu la Loi n°1/07 du 29 octobre 2020 portant révision de la loi n°1/22/ du 30 décembre 2011 portant réorganisation de l'enseignement supérieur au Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa inomeru 1/07 ryo ku wa 29 Gitugutu 2020 risubiramwo Ibwirizwa inomeru 1/22 ryo ku wa 30 Kigarama 2011 risubiramwo itunganywa ry'inyigisho zo mu mashure ya kaminuza mu Burundi ;

Vu la Loi n° 1/11 du 24 novembre 2020 portant révision du décret-loi n°1/037 du 07 juillet 1993 portant révision du Code du travail du Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa inomeru 1/11 ryo 24 Munyonyo 2020 risubiramwo Itegeko-bwirizwa inomeru 1/037 ryo 7 Mukakaro 1993 risubiramwo Igitabu c'amategoko agenga akazi mu Burundi ;

Vu la Loi n°1/03 du 08 février 2023 portant modification de la loi n°1/28 du 23 août 2006 portant Statut général des fonctionnaires ;

Yihweje Ibwirizwa inomeru 1/03 ryo ku wa 8 Ruhuhuma 2023 rihindura Ibwirizwa inomeru 1/28 ryo ku wa 23 Myandagaro 2006 rishinga amategoko agenga abakozi ba Reta ;

Revu le décret-loi n°1/016 du 23 février 1993 érigeant en infractions les fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés en vue du passage de classe ou de cycle ou de l'obtention de certificats et diplômes ;

Asubiye kwihweza Itegeko bwirizwa inomeru 1/016 ryo ku wa 23 Ruhuhuma 1993 rigira ivyaha ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho bitunganganywa mu ntumbero yo kwunguruza umunyeshure mu rindi shure canke mu kindi gice c'amashure canke kuronka iseredifika n'impapuro z'umutsindo ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino ;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

Inama Nkenguzamateka na Nshingamateka zimaze kuvyemeza ;

PROMULGUE :

ATANGAJE:

CHAPITRE I: DE L'OBJET, DU CHAMP D'APPLICATION ET DES DEFINITIONS

IGICE CA MBERE: INTUMBERO Y'IRI BWIRIZWA, ABO RYEREKEYE

N'INSIGURO Y'AMAJAMBO

Article 1 :

La présente loi a pour objet d'ériger en infractions les fautes commises dans le système éducatif burundais en vue de promouvoir une éducation de qualité.

Elle détermine également les peines applicables auxdites infractions.

Article 2 :

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux auteurs, aux co-auteurs et aux complices des fautes commises dans le système éducatif.

Article 3 :

Au sens de la présente loi, on entend par :

- 1° apprenant : toute personne engagée dans une situation d'apprentissage qui vise l'acquisition d'un savoir-faire, d'un savoir-être et d'un savoir-vivre quel que soit l'âge ou le niveau de formation de celui-ci ;
- 2° autorisation d'ouverture : une autorisation accordée par ordonnance du Ministre ayant l'éducation dans ses attributions à un ou à plusieurs établissements d'enseignement, public ou privé, en vue d'organiser un ou des parcours de formation ;
- 3° avancement de classe : le passage de l'apprenant dans la classe supérieure ;

Ingingo ya 1 :

Iri bwirizwa rifise intumbero yo kugira ivyaha amakosa akorwa mu gisata c'indero mu Burundi mu ntumbero yo guteza imbere inyigisho z'akanovera.

Riratomora kandi n'ibihano bikurikizwa kuri ivyo vyaha.

Ingingo ya 2 :

Ibitegekanijwe n'iri bwirizwa bikurikizwa ku bakoze ivyaha mu gisata c'indero, abo bafadikanije n'ababafashije mu kubikora.

Ingingo ya 3 :

Muri iri bwirizwa, aya majambo asigura uku:

- 1° uwiga: ni umuntu wese yafashe ingingo y'ukwiga mu ntumbero y'ukuronka ubumenyi bwo kurangura igikorwa kanaka, kumenya kwitunga no kwibeshaho hatisunzwe imyaka afise canke urugero rw'ishure afise;
- 2° uruhusha rwo kwugurura ishure: ni uruhusha rutangwa biciye mw'itegeko ry'Umushikiranganji mu vyo ajejwe harimwo indero, ruhambwa ishure rimwe canke amashure menshi n'ibigo vya Reta canke ivy'abikorera utwabo bitanga inyigisho, mu ntumbero yo gutunganya inyigisho mu kiringo kimwe canke mu biringo kanaka;
- 3° ukwunguruzwa mw'ishure: ni ukwunguruza uwiga akava mw'ishure yahoramwo akaja mu rikurikira;

- 4° concours : une épreuve compétitive opposant plusieurs concurrents et offrant un nombre limité de places ;
- 5° diplôme : un document attestant la réussite au contrôle des aptitudes et des connaissances, organisé à l'issue d'un cursus de formation ;
- 6° éducateur : toute personne du secteur de l'éducation qui guide, forme, accompagne le développement, intellectuel, moral, physique ou social de l'apprenant ;
- 7° élève : toute personne inscrite régulièrement dans un établissement d'enseignement fondamental ou post-fondamental ;
- 8° évaluation pédagogique : est un processus par lequel l'enseignant recueille, analyse et interprète des informations sur les apprentissages et/ou sur l'efficacité des pratiques d'enseignement ;
- 9° faute : une imprudence, une négligence ou l'inobservation d'un règlement.
- 4° ikibazo c'uguhiganwa: ni ikibazo gihuza abanyeshure benshi bahiganira ibibanza bitegekanijwe;
- 5° urupapuro rw'umutsindo: ni urwandiko rwemeza uwamenye mw'isuzuma ry'ubushobozi n'ubumenyi ritunganywa inyigisho umunyeshure yakurikiranye zirangiye;
- 6° umurezi: ni umukozi wese wo mu gisata c'indero yaba n'umwigisha, uwujwe intwari mu gisata c'indero n'uwundi mukozozi wese afasha muri icyo gisata;
- 7° umunyeshure: ni uwo wese yanditswe hifunzwe amategeko kugira akurikirane inyigisho mw'ishure canke mu kigo gitanga inyigisho z'ishure nshingiro canke iz'inyuma y'ishure nshingiro;
- 8° isuzuma ry'inyigisho: ni urukurikirane rw'intambwe umwigisha aako mu kwegeranya, mu kwihweza, no mu gutahura ibiri mu ivyigwa n'ico vyashitseko ;
- 9° ikosa: ni ukutiyubara, ugufata ibintu minenegwe canke ukudakurikiza amategeko.

CHAPITRE II : DES FAUTES ET DES PEINES APPLICABLES

IGICE CA II: IVYEREKEYE AMAKOSA N'IBIHANO BIKURIKIZWA

Section 1 : Des fautes

Agace ka 1: Amakosa

Article 4 :

Ingingo ya 4:

Sont érigées en infractions les fautes Amakosa agizwe ivyaha ni aya akurikira :

suivantes :

1° la fraude aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés dans le cadre de l'avancement de classe ou dans celui de l'obtention des certificats et diplômes ;

2° la violation des textes régissant l'ouverture ou la fermeture des établissements privés d'enseignement et de formation ;

3° tout rapport sexuel ou harcèlement sexuel avec un élève indépendamment de son âge.

1° Ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho bitunganywa mu ntumbero y'ukwunguruza abanyeshure mw'ishure rikurikira canke mu ntumbero y'ugutanga amaseredifika canke impapuro z'umutsindo ;

2° Ukurenga ku mategeko agenga iyugururwa canke iyugarwa ry'amashure canke ibigo vy'abikorera utwabo n'ibigo vy'inyigisho ;

3° imibonano mpuzabitsina canke ukugobera umunyeshure mu ntumbero y'ukumushurashuza hatarabwe imyaka afise.

Section 2 : Des peines applicables

Agace ka 2 : Ibihano bikurikizwa

Article 5 :

Ingingo ya 5:

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, est puni d'une servitude pénale de cinq à dix ans et d'une amende de deux millions à quatre millions de francs burundais, quiconque commet l'une des infractions liées à la fraude aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés dans le cadre de l'avancement de classe ou dans celui de l'obtention des certificats et diplômes par :

Hatirengagijwe ingingo zitegekanijwe mu Gitabu c'amategeko mpanavyaha, ahanishwa umunyororo uva ku myaka itanu gushika ku myaka cumi n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku miriyoni zibiri gushika ku miriyoni zine, uwo wese akoze icaha kimwe muri ibi bijanye n'ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho bitunganywa mu ntumbero y'ukwunguruza abanyeshure mw'ishure rikurikira canke mu ntumbero y'ugutanga amaseredifika n'impapuro z'umutsindo:

1° la délivrance frauduleuse des attestations, des diplômes ou d'autres titres scolaires et académiques ;

1° ugutanga hatisunzwe amategeko inzandiko, impapuro z'umutsindo canke izindi nzandiko zitangwa mu mashure shingiro, ay'inyuma y'ishure shingiro canke n'aya kaminuza ;

- 2° la confection de faux sceaux, de faux diplômes, de fausses attestations ou d'autres faux titres scolaires ou académiques ;
- 2° ugukora ibidodo, impapuro z'umutsindo, inzandiko canke izindi nzandiko zitangwa mu mashure shingiro, ay'inyuma y'ishure shingiro canke aya kaminuza vya magendu;
- 3° l'usage de faux sceaux dans la confection et l'octroi des diplômes, des attestations ou des autres titres scolaires et académiques ;
- 3° ugukoresha ikidodo ca magendu mu gukora hamwe no mu gutanga impapuro z'umutsindo, inzandiko canke izindi nzandiko zitangwa mu mashure shingiro, ay'inyuma y'ishure shingiro hamwe n'aya kaminuza ;
- 4° la manipulation des résultats des évaluations pouvant conduire à l'avancement illicite ou saut de niveau ;
- 4° uguhindura amanota y'umunyeshure ku bibazo yakoze bigatuma yunguruzwa bidaciye mu mategeko canke agasimbishwa umwaka w'ishure ;
- 5° la destruction méchante des documents administratifs, scolaires ou académiques ;
- 5° ukwonona n'ibigirankana inzandiko zitangwa n'uburongozi bw'ishure, izitangwa mu mashure shingiro n'inyuma y'ishure shingiro canke mu mashure kaminuza ;
- 6° le fait pour une personne ayant participé à l'élaboration d'un examen, d'un test ou d'un concours, à son organisation ou à son impression de le livrer à titre gratuit ou à titre onéreux aux apprenants, à leurs parents ou à toute autre personne ;
- 6° uguha abiga, abavyeyi babo canke uwundi muntu uwo ari we wese ikibazo co mw'ishure canke ikibazo ca Reta bikoze n'uwuri mu bagitoye, mu bagitunganije canke mu bakigwije, yaba yagitanze ku buntu canke ahawe amafaranga ;
- 7° le fait pour un éducateur de reproduire un examen, un test ou un concours même sans avoir participé à son organisation et de le livrer ou de fournir une réponse d'un concours ou d'un examen d'une manière ou d'une autre à un élève ou à un étudiant ;
- 7° ukwimura ikibazo co mw'ishure canke ica Reta bikoze n'umurezi naho atoba ari mu bagiteguye no kugihira umunyeshure wo mw'ishure shingiro canke mw'ishure ry'inyuma y'ishure shingiro canke wo mw'ishure kaminuza canke kumuha inyishu z'ikibazo ca Reta canke ico mw'ishure mu buryo ubwo ari bwo bwose ;
- 8° la vente d'un examen, d'un test ou d'un concours même faux ;
- 8° ukugurisha ikibazo co mw'ishure canke ica Reta naho ico kibazo coba atari

ic'ukuri ;

9° l'élaboration ou la reproduction d'un faux examen, d'un test ou d'un concours en vue de le vendre ;

10° la falsification des résultats de délibérations ;

11° la transcription ou l'attribution frauduleuse des points ;

9° ugutegura canke ukwimura ikibazo co mw'ishure canke ica Reta atari ic'ukuri mu ntumbero yo kukigurisha ;

10° uguhindura ivyapfundikiwe mu mwiherero w'abarezi mu ntumbero y'uburyarya ;

11° ukwandikira canke uguha umunyeshure mu busuma amanota atakoreye ;

Ingingo ya 6 :

Article 6 :

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, est puni d'une servitude pénale de un à cinq ans et d'une amende de un million à deux millions de francs burundais, quiconque commet l'une des infractions liées à la fraude aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés dans le cadre de l'avancement de classe ou dans celui de l'obtention des certificats et diplômes par :

Hatirengagijwe ingingo zitegekanijwe mu Gitabu c'amategako mpanavyaha, ahanishwa umunyororo uva ku mwaka gushika ku myaka itanu n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku muriyoni umwe gushika ku miriyoni zibiri, uwo wese akoze icaha kimwe muri ibi bijanye n'ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho bitunganywa mu ntumbero y'ukwunguruza abanyeshure mw'ishure rikurikira canke mu ntumbero y'ugutanga amaseredifika n'impapuro z'umutsindo :

1° Le fait pour un éducateur de favoriser la tricherie lors de la passation de n'importe quelle évaluation ;

1° ukworohereza ubusuma mu kibazo ico ari cose bikoze n'umurezi ;

2° Le vol ou la tentative de vol d'examen ou de concours commis à l'aide d'effraction, d'une arme ou de toute autre violence ou menace ;

2° ukwiba canke ukugerageza kwiba ikibazo co mw'ishure canke ica Reta bikagirwa habanje kumenwa aho biri, hakoreshajwe ikirwanisho, igikenye canke iterabwoba mu buryo ubwo ari bwo bwose ;

3° Le fait de se soumettre à une évaluation à la place d'un apprenant ;

3° ukwishira mu bakora ibibazo mu kibanza c'uwigira ;

4° Le fait de perturber les activités liées aux examens ou aux concours ;

4° uguhungabanya ibikorwa bijanye n'ibibazo vyo mw'ishure canke ivya Reta ;

5° Le fait de solliciter, d'accepter, de réclamer ou de recevoir directement ou indirectement un paiement, un don, un cadeau ou un autre avantage en nature afin de fournir les points ;

5° ugusaba, ukwemera, ukwishuza canke ukwakira bigizwe n'umurezi we nyene ubwiwe canke biciye mu bundi buryo amafaranga, ingabire, agashimwe canke akandi karusho kagizwe n'ibintu mu ntumbero yo gutanga amanota atakorewe;

6° Le fait d'utiliser les titres scolaires ou académiques d'autrui afin d'accéder à un but quelconque.

6° ugukoresha impapuro z'amashure shingiro, ay'inyuma y'ishure shingiro n'iza kaminuza z'uwundi kugira hashikwe ku ntumbero kanaka.

Article 7 :

En cas de vol d'examen ou de toute épreuve d'évaluation pédagogique, seul le règlement scolaire ou académique est applicable aux apprenants/élève.

Ingingo ya 7 :

Mu gihe hibwe ikibazo canke ikindi cose gifasha mu gusuzuma ubumenyi hakurikizwa amategeko y'ishure canke aya kaminuza k'uwigira/umunyeshure.

Article 8 :

En cas de fraude aux inscriptions aux rôles et aux évaluations ou en cas d'émission de fausses déclarations de nature à faciliter les inscriptions aux rôles et aux évaluations, l'auteur est puni d'une amende de un million à deux millions de francs burundais.

Ingingo ya 8:

Mu gihe habaye ubusuma mu kwiandikisha mu vyigwa no mu masuzuma y'inyigisho canke hatanzwe umwidondoro w'ibinyoma bituma umuntu yoroherezwa mu kwandikwa mu bakurikirana ivyigwa n'abaja mu bagirirwa amasuzuma y'inyigisho, uwabikoze ahanishwa ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku muriyoni umwe gushika ku miriyoni zibiri.

Article 9 :

En cas de récidive, les peines prévues aux articles 5 et 6 ainsi que l'amende prévue à l'article 8 sont portées au double.

Ingingo ya 9 :

Mu gihe habaye ukudahaha, ibihano bitegekanijwe mu ingingo ya 5 ni ya 6 n'amande ateganijwe mu ingingo y' 8 bica bigizwa na kabiri.

Article 10 :

L'auteur de l'une des infractions prévues aux articles 5, 6, et 8 est également condamné à l'interdiction de créer ou de diriger un établissement d'enseignement ou de formation public ou privé pendant une période comprise entre cinq et dix ans.

Article 11 :

Sans préjudices des peines prévues à l'article 5 et 6 et l'amende prévue à l'article 8, quiconque reconnu coupable de fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques ayant pour cause l'annulation de l'examen, du test ou du concours est condamné à supporter tous les frais du nouvel examen, test ou concours.

Article 12 :

Est puni d'une servitude pénale de cinq à dix ans et d'une amende de deux millions à quatre millions de francs burundais ou d'une de ces peines seulement, quiconque commet l'une des infractions en violation des textes régissant l'ouverture et la fermeture d'un établissement d'enseignement privé par :

- 1° le fait de créer ou de diriger un établissement privé d'enseignement sans avoir obtenu l'autorisation ;
- 2° le fait de maintenir ouvert un établissement privé d'enseignement ou continuer à le diriger après que sa fermeture provisoire ou définitive ait été prononcée ;

Ingingo ya 10:

Uwukoze kimwe mu vyaha bitegekanijwe mu ingingo ya 5, 6 n'iy' 8 ahanishwa kandi igihano c'ukubuzwa gushinga canke kurongora ishure canke ikigo gitanga inyigisho vya Reta canke ivy'abikorera utwabo mu kiringo kiri hagati y'imyaka itanu n'imyaka icumi.

Ingingo ya 11:

Hatirengagijwe ibihano bitegekanijwe mu ingingo ya 5 ni ya 6 n'amande ateganijwe mu ingingo y'8, uwo wese yagiriwe n'ubusuma bw'ibibazo vyo mw'ishure n'ibibazo vya Reta bigatuma ivyo bibazo bifutwa, ahanishwa igihano c'ugutanga amafaranga yose akoreshwa mw'itunganywa ry'ikindi kibazo.

Ingingo ya 12 :

Ahanishwa umunyororo uva ku myaka itanu gushika ku myaka cumi n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku miriyoni zibiri gushika ku miriyoni zine canke igihano kimwe muri ivyo conyene, uwo wese akoze kimwe mu vyaha vy'ukurenga ku mategeko agenga ukwugurura n'ukwugara ishure canke ikigo bitanga inyigisho vy'abikorera utwabo mu gukora ibi bikurikira :

- 1° gushinga canke kurongora ikigo gitanga inyigisho c'abikorera utwabo atahawe uruhusha;
- 2° kuguma wuguruye canke ukubandanya utwara ikigo gitanga inyigisho c'abikorera utwabo kandi harafashwe ingingo y'ukucugara ivy'imfatakibanza canke burundu ;

- 3° le fait d'attribuer à un établissement une dénomination ou de diffuser en son nom des publicités dans des conditions susceptibles d'induire en erreur sur son statut juridique, la nature ou le niveau des études et leurs débouchés éventuels ;
- 3° guha izina ishure canke gukwiragiza kw'izina ryaryo ibimenyekanishwa mu buryo bushobora gutuma abantu baryihendako ku bijanye n'ingene rifatwa imbere y'amategeko, ubwoko bw'ivyigwa canke impapuro z'umutsindo n'ico rishobora gushikanako abanyeshure;
- 4° le fait de fermer un établissement sans avis favorable du Ministère ayant dans ses attributions l'enseignement et la formation avant que les apprenants n'aient pu achever leur cycle de formation dans les délais réglementaires ;
- 4° kwugara ikigo Umushikiranganji mu vyo ajejwe harimwo amashure n'inyigisho atabanje kubitangira uruhusha imbere y'uko abiga baheza igice c'amashure mu kiringo gitegekanijwe n'amategeko ;
- 5° le fait d'ouvrir ou de réouvrir des cycles ou des parcours de formations ou délivrer des diplômes, des attestations ou d'autres titres scolaires et académiques, sans avoir obtenu les autorisations requises ;
- 5° kwugurura igice c'amashure canke c'inyigisho canke gusubira kucugurura carugawe canke gutanga impapuro z'umutsindo, inzandiko canke izindi nzandiko zitangwa mu mashure shingiro, ay'inyuma y'ishure shingiro no mu ya kaminuza, atabanje kuronka impusha zisabwa.

En cas de récidive, les sanctions sont portées au double.

Mu gihe habaye ukudahaha, ibihano bigwizwa na kabiri.

Article 13 :

Ingingo ya 13:

L'auteur de l'une des infractions prévues à l'article précédent est également condamné à l'interdiction de créer ou de diriger un établissement privé d'enseignement et de formation pendant une période comprise entre deux ans et cinq ans.

Uwukoze kimwe mu vyaha bitegekanijwe mu ngingo ihejeje kuvugwa arahanishwa kandi igihano c'ukubuzwa gushinga canke kurongora ishure n'ikigo gitanga inyigisho vy'abikorera utwabo mu kiringo kiri hagati y'inyaka ibiri n'itanu.

Article 14 :

Ingingo ya 14 :

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, est puni comme celui qui a fait un rapport sexuel ou un harcèlement sexuel avec un mineur, quiconque le fait avec un élève

Hatirengagijwe ingingo zitegekanijwe n'igitabu c'amategeko mpanavyaha, uwukoze imibanano mpuzabitsina canke ukugobera n'umunyeshure mu ntumbero yo

indépendamment de son âge.

kumushurashuza , hatarabwe imyaka afise, ahanwa nkuwabikoreye umwana atarakwiza imyaka y'ukwitwa umuntu akuze.

Lorsque l'auteur est un élève, le règlement scolaire s'applique.

Mu gihe uwakoze ivyo vyaha ari umunyeshure, amategeko agenga amashure ni yo aca akurikizwa.

CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS FINALES

IGICE CA III : INGINGO ZISOZERA

Article 15 :

Ingingo ya 15 :

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri bwirizwa zirafuswe.

Article 16 :

Ingingo ya 16 :

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Iri bwirizwa ritangura gukurikizwa kuva umusi ritangarijweko.

Fait à Gitega, le... /... /2026

Bigiriwe i Gitega, ku wa... / ... /2026

Evariste NDAYISHIMIYE

NDAYISHIMIYE Evariste

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

KU BW'UMUKURU W'IGIHUGU,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE

BIBONYWE KANDI BISHIZWEKO
IKIMANGU CA REPUBURIKA,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE

UMUSHIKIRANGANJI W'UBUTUNGANE,
AGATEKA KA ZINA MUNTU
N'ITERAMBERE RIDAKUMIRA

AHINGEJEJE Alfred

AHINGEJEJE Alfred

PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../2026
PORTANT MODIFICATION DU DECRET-
LOI N°1/016 DU 23 FEVRIER 1993
ERIGEANT EN INFRACTIONS LES
FRAUDES AUX EXAMENS ET AUX
EVALUATIONS PEDAGOGIQUES
ORGANISES EN VUE DU PASSAGE DE
CLASSE OU DE CYCLE OU DE
L'OBTENTION DE CERTIFICATS ET
DIPLOMES

INTEGURO Y'IBWIRIZWA INOMERO
1/...RYO KU WA.../.../2026 RIHINDURA
ITEGEKO BWIRIZWA INOMERO 1/016 RYO
KU WA 23 RUHUHUMA 1993 RIGIRA IVYAHA
UBUSUMA BW'IBIBAZO N'AMASUZUMA
Y'INYIGISHO BITUNGANGANYWA MU
NTUMBERO YO KWUNGURUZA
UMUNYESHURE MU RINDI SHURE CANKE
MU KINDI GICE C'AMASHURE CANKE
KURONKA ISEREDIFIKA N'IMPAPURO
Z'UMUTSINDO

EXPOSE DE MOTIFS

INTUMBERO Y'IRI BWIRIZWA

I. Contexte et justification

Le Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique se réfère au décret-loi n°1/016 du 23 février 1993 érigeant en infraction les fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés en vue du passage de classe ou de cycle ou de l'obtention de certificats et diplômes pour punir les auteurs, les co-auteurs et les complices des infractions liées aux fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques.

Le texte cité au paragraphe précédent ne répond plus à l'environnement juridique comme le précise la lettre du 21 novembre 2022 de la Primature qui recommande à tous les ministères de mettre à jour les textes juridiques qui ne sont plus d'actualité. En effet, le décret-loi présente des lacunes à relever. Il s'agit entre autres :

1. le décret-loi en vigueur se focalise uniquement sur les fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés

I. Imvo n'imvano

Umushikiranganji w'indero n'ubushakashatsi yishimikije Itegeko bwirizwa inomero 1/016 ryo ku wa 23 Ruhuhuma 1993 rigira ivyaha ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho bitunganganywa mu ntumbero yo kwunguruza umunyeshure mu rindi shure canke mu kindi gice c'amashure canke kuronka iseredifika n'impapuro z'umutsindo kugira hahanwe abakoze ivyaha mu gisata c'indero bijanye n'ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho, abo bafadikanye n'ababafashije mu kubikora..

Itegeko bwirizwa rivugwa mu gahimba ka mbere ntirikijanye n'ibihe nk'uko ikete ryo ku wa 21 Munyonyo 2022 ry'Umushikiranganji wa mbere risaba ubushikiranganji bwose gushira ku gihe amategeko atakijanye n'ibihe. Ku kaba nkako, iryo Tegeko bwirizwa ririmo utunenge twokosorwa. Utwo tunenge ni nk'utu dukurikira :

1. Itegeko bwirizwa ririko rirakurikizwa rivuga gusa ivyerekeye ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho bitunganganywa mu ntumbero yo kwunguruza umunyeshure

en vue du passage de classé ou de cycle ou de l'obtention de certificats et diplômes ;

2. Comme les fautes commises dans le système éducatif se sont multipliées et que le Code pénal ne les qualifie pas comme infractions, il s'avère nécessaire de mettre en place un texte juridique qui qualifie les fautes commises dans le système éducatif comme infractions et qui prévoit des peines applicables.

Il s'avère alors judicieux de mettre en place un texte juridique qui présente quelques innovations dans la qualification des fautes dans le système éducatif comme infractions sans préjudice du Code pénal burundais.

II. Les principales innovations

Le présent projet de loi propose les innovations suivantes :

1. Une nouvelle dénomination de l'intitulé de la loi qui prend en compte toutes les fautes commises dans le système éducatif ;
2. En plus des fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés dans le cadre de l'avancement de classe ou dans celui de l'obtention des certificats et diplômes, d'autres fautes sont qualifiées comme infractions à savoir :

a) La violation des textes régissant l'ouverture ou la fermeture des

mu rindi shure canke mu kindi gice c'amashure canke kuronka iseredifika n'impapuro z'umutsindo ;

2. Kubera ko amakosa akorwa mu gisata c'indero yiyongereye kandi n'lgitabu c'amategeko mpanavyaha kikaba kitayafata nk'ivyaha, birakenewe ko hashirwaho ibwirizwa ribigenga rigira ivyaha amakosa akorwa mu gisata c'indero rikongera rigategekanya ibihano bikurikizwa ;

Harakenewe rero ko hashirwaho ibwirizwa ritegekanya ibishasha bimwebimwe mu kwerekana amakosa akorwa mu gisata c'indero agizwe ivyaha hatirengangijwe ibitegekanjwe n'lgitabu c'amategeko mpanavyaha y'Uburundi.

II. Ibishasha bikurubikuru

Iyi nteguro y'ibwirizwa izanye bishasha bikurikira :

1. Ijambo ry'umutwe ry'ibwirizwa ryahindutse rigira ivyaha amakosa yose akorwa mu gisata c'indero ;
2. Hambavu y'ubusuma bw'ibibazo n'amasuzuma y'inyigisho bitunganywa mu ntumbero yo kwunguruza umunyeshure mu rindi shure canke mu kindi gice c'amashure canke kuronka iseredifika n'impapuro z'umutsindo, ayandi makosa afatwa nk'ivyaha ni nk'aya akurikira :

a) Ukurenga ku mategeko agenga iyugururwa canke iyugarwa

établissements privés d'enseignement
et de formation ;

ry'amashure canke ibigo vy'abikorera
utwabo n'ibigo vy'inyigisho ;

b) Tout acte à caractère sexuel ou
harcèlement sexuel avec un élève
indépendamment de son âge.

b) Ico cose kijanye n'ubusambanyi
gikorewe umunyeshure hatarabwe
imyaka afise.

III. STRUCTURE

Ce projet de loi est subdivisé en trois chapitres,
deux sections et seize articles.

Le chapitre I parle de l'objet, du champ
d'application et des définitions.

Le chapitre II fait état des fautes et des peines
applicables.

Enfin, le chapitre III évoque les dispositions
finales.

III. INDINGANIZO

Iyi nteguho y'ibwirizwa igizwe n'ibice bitatu,
uduce tubiri n'ingingo icumi na zitandatu.

Igice ca mbere kirimwo intumbero y'ibwirizwa,
abo ryerekeye n'insiguro y'amajambo.

Igice ca II kivuga ivyerekeye amakosa n'ibihano
bikurikizwa.

Mu gusozera, igice ca III gitegekanya ingingo
zisozera.

Fait à Bujumbura, le / /2026

Bigiriwe i Bujumbura, ku wa... / ... /2026

LE MINISTRE DE L'EDUCATION
NATIONALE ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

UMUSHIKIRANGANZI W'INDERO
N'UBUSHAKASHATSI

Dr. François HAVYARIMANA

Dr. François HAVYARIMANA

